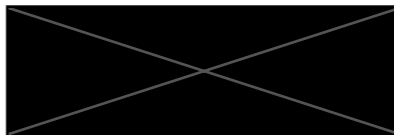




Mons, le 09 MAI 2025



Nos références : AP/2025/072/JC

Demandeurs : [REDACTED]

Objet : Légalisation de 2 logements

Situation : Rue de la Petite Triperie, 9 - 7000 Mons

Référence(s) cadastrale(s) : Mons, 1^{re} division, section H n°575A

Concerne : Légalisation de logements sis Rue de la Petite Triperie, 9 à 7000 Mons.

Monsieur,

Par la présente, nous faisons suite à votre demande de légalisation de vos logements.

Après analyse des documents fournis (photos, plans, historique, ...), nous constatons que la création des logements sis Rue de la Petite Triperie, 9 à 7000 Mons, est antérieure au décret du 14/07/1994, modifiant l'article 192, 6° et complétant l'article 194 du CWATUP.

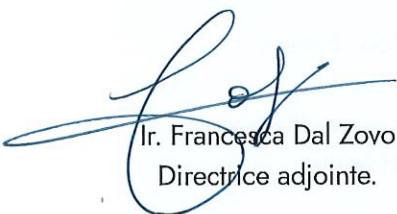
Il apparaît que les 2 logements existent en toute légalité et sont répartis comme suit :

0-1 : Logement situé au rez de chaussée d'une superficie habitable supérieure à 28m²

1-1 : Logement situé au 1^{er} étage + une chambre sous comble d'une superficie supérieure à 28m²


Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour le Collège Communal représenté
Par délégation de la Directrice Générale
Cécile Brulard


Ir. Francesca Dal Zovo
Directrice adjointe.



Pour le Bourgmestre ,
Nicolas MARTIN


Maxime Pourtois, Echevin
Premier Échevin,
En charge des Finances, de l'Urbanisme
et du Patrimoine.

Copie : Ministère des finances – Service Prodocs Hainaut Mons – Rue des Arbalestriers, 25 à 7000 Mons
Service Population de la Ville de Mons – Madame Depooter
Police Mons Quévy

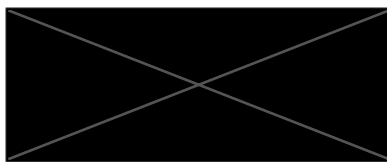
Ville de Mons
Département Développement
Territorial
Joël CARLIER
Rue du Chanoine Puissant 2
B-7000 Mons
Tél. 065/40.55.85
infractiounurba@ville.mons.be





Mons, le

09 MAI 2025



Nos références : AP/2025/072/JC

Demandeurs

Objet : Légalisation de 2 logements

Situation : Rue de la Petite Triperie, 9 - 7000 Mons

Référence(s) cadastrale(s) : Mons, 1^{re} division, section H n°575A

Concerne : Légalisation de logements sis Rue de la Petite Triperie, 9 à 7000 Mons.

Monsieur,

Par la présente, nous faisons suite à votre demande de légalisation de vos logements.

Après analyse des documents fournis (photos, plans, historique, ...), nous constatons que la création des logements sis Rue de la Petite Triperie, 9 à 7000 Mons, est antérieure au décret du 14/07/1994, modifiant l'article 192, 6° et complétant l'article 194 du CWATUP.

Il apparaît que les 2 logements existent en toute légalité et sont répartis comme suit :

0-1 : Logement situé au rez de chaussée d'une superficie habitable supérieure à 28m²

1-1 : Logement situé au 1^{er} étage + une chambre sous comble d'une superficie supérieure à 28m².


Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour le Collège Communal représenté
Par délégation de la Directrice Générale
Cécile Brulard


Ir. Francesca Dal Zovo
Directrice adjointe.



Pour le Bourgmestre ,
Nicolas MARTIN


Maxime Pourtois, Echevin
Premier Échevin,
En charge des Finances, de l'Urbanisme
et du Patrimoine.

Copie : Ministère des finances – Service Prodocs Hainaut Mons – Rue des Arbalestriers, 25 à 7000 Mons
Service Population de la Ville de Mons – Madame Depooter
Police Mons Quévy

Ville de Mons
Département Développement
Territorial
Joël CARLIER
Rue du Chanoine Puissant 2
B-7000 Mons
Tél. 065/40.55.85
infracionurba@ville.mons.be

